

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-1125

présenté par

M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguiier, Mme Rubin et Mme Taurine

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Administration générale et territoriale de l'État »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Administration territoriale de l'État	0	15 000 000
Vie politique, culturelle et associative	15 000 000	0
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	0	0
TOTAUX	15 000 000	15 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les Français sont méfiants à l'égard de la 5G en ce qui concerne ses potentielles conséquences sur leur vie privée (72%), sur l'environnement (65%) ou sur leur santé (51%). La Convention Citoyenne s'est saisie du dossier et à 98%, les citoyens ont réclamé un moratoire, ce qui n'a pas

empêché le gouvernement de maintenir les enchères pour les bandes de fréquences le 29 septembre 2020. Si la 5G « constitue un progrès pour la société » comme le prétendent ses défenseurs, alors c'est à la société elle-même de le décider et non pas à quelques décideurs politiques et industriels. Un débat public informé des premières évaluations d'impact en matière de santé, d'environnement, de respect de la vie privée doit avoir lieu, par respect pour la démocratie.

Cet amendement vise à évaluer le budget nécessaire à la mise en place d'un référendum sur l'implantation de la 5G en France.

A cette fin, le présent amendement augmente de 15 millions d'euros d'AE et CP l'action 02 "organisations des élections" du programme 232 "Vie politique, culturelle et associative", gageant via une diminution de 15 millions d'euros d'AE et CP l'action 06 "Dépenses immobilières de l'administration territoriale" du programme 354 "Administration territoriale de l'État".

Les règles de recevabilité nous obligent à gager via un transfert de crédits provenant d'un autre programme de la mission. Nous appelons néanmoins le gouvernement à lever le gage.